

L'économie des oasis, ses difficultés et ses chances

In: Revue de géographie de Lyon. Vol. 32 n°4, 1957. pp. 307-320.

Résumé

Les oasis du Sahara, traditionnellement adonnées à une culture précaire, traversent aujourd'hui une crise d'adaptation avec le développement de la circulation et de la prospection pétrolière. Elles ne sauraient, sans danger, se vouer à une activité monovalente ou spéculative, La réussite ou l'échec sera largement fonction du facteur humain.

Citer ce document / Cite this document :

Labasse Jean. L'économie des oasis, ses difficultés et ses chances. In: Revue de géographie de Lyon. Vol. 32 n°4, 1957. pp. 307-320.

doi : 10.3406/geoca.1957.2188

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geoca_0035-113X_1957_num_32_4_2188

L'ÉCONOMIE DES OASIS : SES DIFFICULTÉS ET SES CHANCES

par Jean LABASSE

RÉSUMÉ. — *Les oasis du Sahara, traditionnellement adonnées à une culture précaire, traversent aujourd'hui une crise d'adaptation avec le développement de la circulation et de la prospection pétrolière. Elles ne sauraient, sans danger, se vouer à une activité monovalente ou spéculative. La réussite ou l'échec sera largement fonction du facteur humain.*

Si le mot Sahara a été de longue date employé par les Arabes pour désigner toute étendue de sol dépourvue de végétation, il semble que celui d'oasis, d'origine égyptienne, ne soit passé qu'avec difficulté dans la langue islamique où il est resté un terme abstrait et peu employé¹. Tant il est vrai que végétation et culture conservent pour les indigènes eux-mêmes un caractère d'exception qui confirme plus qu'il n'infirme l'implacable réalité du désert.

Certes, le Français de la métropole qui n'effectue qu'un court périple au désert rentre de voyage avec le souvenir des splendides jardins de l'annexe d'El Goléa, du potager modèle de l'oasis de Timimoun ou de la tonnelle de vignes de Djanet, et reste frappé par l'annonce de hauts rendements céréaliers sur certaines parcelles d'In Salah. Mais le Saharien, plus averti, n'ignore pas combien ces réussites sont rares, quels soins nombreux et mal récompensés exige au Sahara la culture du moindre lopin de terre, comme il est difficile de modifier les habitudes d'indigènes souvent loin de faire preuve dans la pratique de l'ingéniosité persévérante qu'on voudrait leur prêter. Que l'on ne s'illusionne donc pas : les espaces aménagés par l'homme en vue de la production agricole n'occupent que des surfaces infimes du désert, moins de 200.000 hectares dans l'ensemble du Sahara français², soit beaucoup moins que la superficie du département du Rhône pour un territoire grand comme près de 10 fois la France.

Même réduite à ses justes proportions, cette culture saharienne, qui semble tenir du miracle, fascine le regard. Elle impressionne par son audace et plus encore par sa précarité, particulièrement sensible à l'heure présente. Car, profitant des facilités de transport sans cesse accrues et des possibilités

1. L'origine comme l'emploi des mots Sahara et oasis sont commentés dans l'introduction du livre de R. CAPOT-REY, *Le Sahara Français*. P.U.F., 1953, 564 pages. Ce remarquable ouvrage constitue en quelque sorte la clé de toute observation sur place; on ne s'étonnera pas de le voir fréquemment cité et constamment sous-jacent.

2. Chiffre établi par A. CHEVALIER, *Ressources végétales du Sahara et de ses confins Nord et Sud*. Paris, 1932. Cf. R. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 15.

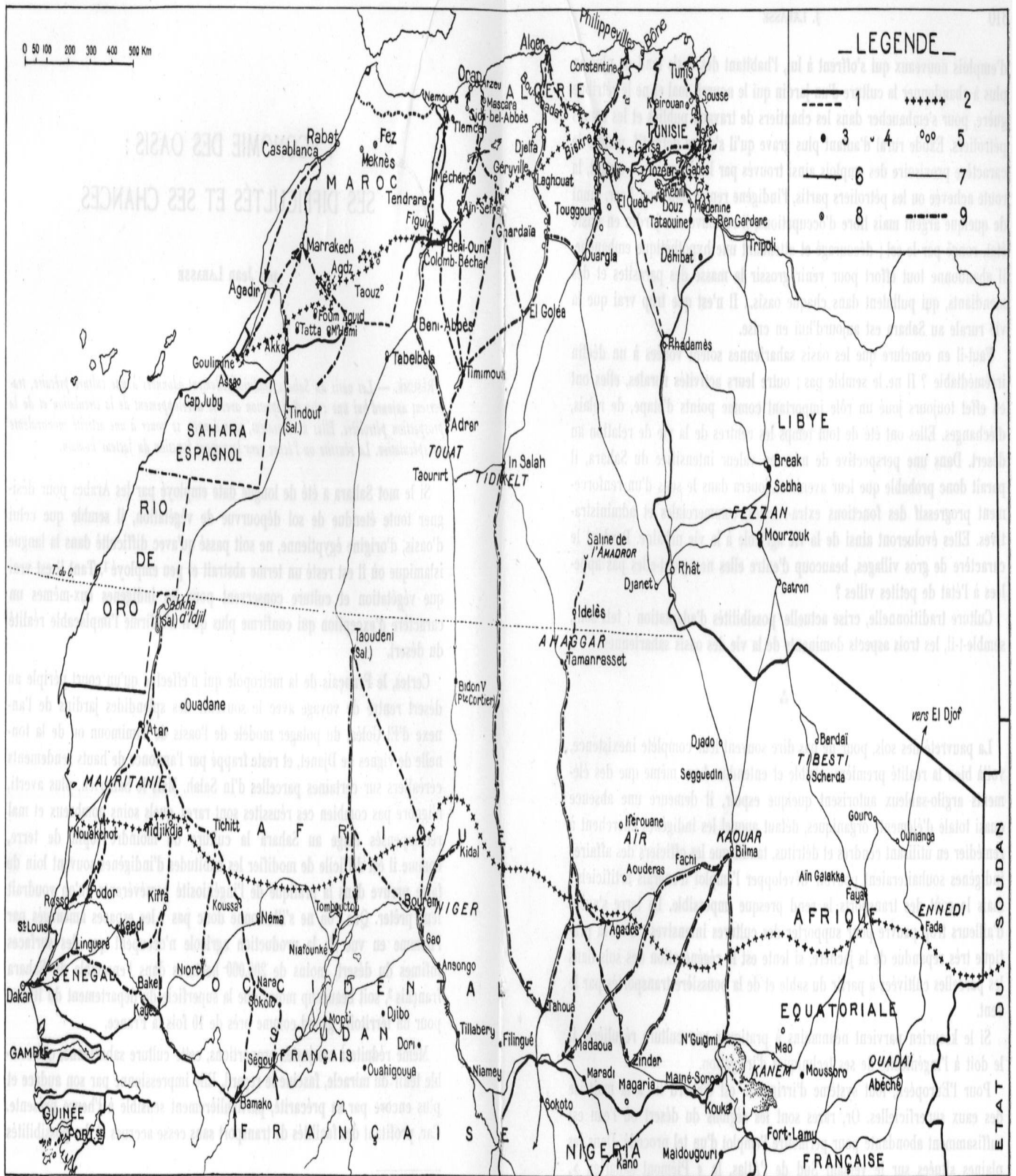


Fig. 1. — Oasis et relations sahariennes.

- N° 1. Frontières d'états et de territoires.
- N° 2. Limites du Sahara (d'après Capot-Rey)
- N° 3. Marchés.
- N° 4. Principaux puits sahariens.
- N° 5. Palmeraies.

- N° 6. Voies ferrées de pénétration.
- N° 7. Routes transsahariennes et grandes pistes caravanières.
- N° 8. Villes.
- N° 9. Directions des grands courants commerciaux sahariens.

d'emplois nouveaux qui s'offrent à lui, l'habitant des oasis tend de plus en plus à abandonner la culture d'un jardin qui le nourrit mal et ne le rétribue guère, pour s'embaucher dans les chantiers de travaux publics et les camps pétroliers. Exode rural d'autant plus grave qu'il s'avère définitif, malgré le caractère provisoire des emplois ainsi trouvés par les ksouriens : quand, la route achevée ou les pétroliers partis, l'indigène rentre dans son Ksar, muni de quelque argent mais libre d'occupations, il retrouve son jardin en triste état, rongé par le sel ; découragé et attendant une hypothétique embauche, il abandonne tout effort pour venir grossir la masse des parasites et des mendiants, qui pullulent dans chaque oasis... Il n'est que trop vrai que la vie rurale au Sahara est aujourd'hui en crise.

Faut-il en conclure que les oasis sahariennes soient vouées à un déclin irrémédiable ? Il ne le semble pas ; outre leurs activités rurales, elles ont en effet toujours joué un rôle important comme points d'étape, de relais, d'échanges. Elles ont été de tout temps les centres de la vie de relation au désert. Dans une perspective de mise en valeur intensifiée du Sahara, il paraît donc probable que leur avenir se jouera dans le sens d'un renforcement progressif des fonctions extra-rurales, commerciales et administratives. Elles évolueront ainsi de la vie agricole à la vie urbaine. Perdant le caractère de gros villages, beaucoup d'entre elles ne seront-elles pas appelées à l'état de petites villes ?

Culture traditionnelle, crise actuelle, possibilités d'adaptation : tels sont, semble-t-il, les trois aspects dominants de la vie des oasis sahariennes.

**

La pauvreté des sols, pour ne pas dire souvent leur complète inexistence, voilà bien la réalité première, visible et entendue. Lors même que des éléments argilo-sableux autorisent quelque espoir, il demeure une absence quasi totale d'éléments organiques, défaut auquel les indigènes cherchent à remédier en utilisant cendres et détritiques, tandis que les officiers des affaires indigènes souhaiteraient pouvoir développer l'emploi d'engrais artificiels ; mais le coût des transports le rend presque impossible. La terre s'avère d'ailleurs trop pauvre pour supporter des cultures intensives ; d'où la pratique très répandue de la jachère, si lente est la régénération des sols dans les parcelles cultivées à partir du sable et de la poussière transportés par le vent.

Si le ksourien parvient néanmoins à pratiquer une culture régulière, il le doit à l'ingéniosité de ses techniques d'irrigation.

Pour l'Européen, tout système d'irrigation est d'abord lié à la maîtrise des eaux superficielles. Or, rares sont les régions du désert où l'eau est suffisamment abondante pour permettre l'emploi d'un tel procédé. Dans les plaines situées sur le versant Sud de l'Atlas, le « Piémont saharien », l'eau des rivières nées dans la montagne est cependant captée et détournée par des épis ou barrages, puis amenée par simple gravité dans les jardins au moyen de conduits de terre ou de pierre, en *séguias*. Plus nombreux sont les travaux effectués pour retenir les crues des oueds ; ils bonifient les *maaders* ou *graras*, noms des terres ainsi rendues cultivables par l'épandage

des crues. Quelques barrages importants ont ainsi été réalisés : celui de Foug el Gherza, près de Biskra, capte chaque année environ 20 millions de mètres cubes d'eau sur l'oued El Abiod ; deux autres ont été construits sur l'oued Mzi, dans la région de Laghouat : l'un permet l'irrigation d'un millier d'hectares de céréales, le second arrose vignes et vergers ainsi qu'une luzernière de plus de 100 hectares, la plus vaste d'Afrique du Nord. Enfin, dans la région de Colomb Béchar, un important projet prévoit, par la construction d'un barrage à Djorf Torba (à cent kilomètres en amont d'Abadla), la régularisation des eaux du Guir et la mise en culture de 30.000 hectares nouveaux. En règle générale cependant, l'irrigation au Sahara dépend uniquement de la surrection des eaux souterraines, au moyen de puits de diverses sortes ou de *foggaras*.

Puits à balancier ou à traction animale, puits artésiens, pompes à moteur, autant de techniques différentes reflétant la variété des modes d'adaptation humains à une exigence commune à tout le désert, la capture des nappes aquifères. Les puits au balancier de bois manœuvrés à la main sont partout présents dans les oasis lorsque la nappe est peu profonde, dans la vallée de la Saoura par exemple et notamment à Beni Abbès. C'est surtout dans les jardins du Mزاب que sont employés les puits à poulie actionnés par un chameau, un bœuf, ou même un âne, tirant une corde à l'extrémité de laquelle est attaché un sceau de peau de bouc, le delou.

Quant aux puits artésiens, utilisés dans l'oued Righ dès avant la conquête française et dont le perfectionnement a permis d'atteindre des débits considérables, ils assurent la richesse de palmeraies entières : celles de l'oued Righ aux 1.500.000 arbres, celles des Ziban, d'Ouargla, d'El Oued, comme dans le Sud Tunisien. Mais si ces palmeraies sont les plus grandes du Sahara, il ne faut pas croire pour autant que les nappes artésiennes soient cantonnées dans d'étroits secteurs privilégiés. L'existence des ressources aquifères jaillissantes et renfermées dans des formations secondaires du crétacé inférieur, sables et grès de l'albien ou du continental intercalaire, est aujourd'hui prouvée dans toute l'étendue du vaste bassin s'étendant sur 600.000 kilomètres carrés environ que forme le Sahara septentrional, entre l'Atlas Saharien au Nord, le Touat à l'Ouest, le Tidikelt au Sud et la Tripolitaine à l'Est. On admet également que dans le Sahara central le bassin du Tanezrouft, justement appelé le pays de la soif, contient des formations analogues sur une surface d'environ 500.000 kilomètres carrés³.

Quelques chiffres permettent de mieux saisir l'importance des ressources artésiennes du Sahara : à El Goléa, oasis qui s'alimente uniquement de cette manière, le débit n'était que de 13.000 litres par minute avant les importants travaux de modernisation des puits effectués depuis quelques années. On espère atteindre dans les années à venir le chiffre de 50.000 litres/minute, ce qui autoriserait à doubler le nombre des palmiers. L'oasis de Zel-

3. On consultera sur la question G. DROUHIN, Directeur de l'hydraulique et de l'équipement rural au gouvernement général de l'Algérie, *Les problèmes de l'eau en Afrique du Nord-Ouest* (Études et recherches sur la zone aride, UNESCO, Paris, 1952) ainsi que l'exposé fait le 1^{er} avril 1955 devant la Commission du Sahara du Conseil Economique par notre ami J. FLANDRIN, professeur de géologie appliquée à l'Université de Lyon.

fana dépérissait ; un récent forage produisant plus de 10.000 litres/minute a permis de la sauver et de la développer. Enfin à Ouargla un puits artésien tout nouveau débite avec une puissance impressionnante 15.000 litres/minute ; il va être prochainement renforcé par deux autres puits creusés en lisière de l'oasis, d'où un gain d'environ 1.000 hectares sur le désert. Selon le service de l'hydraulique de l'Algérie, il serait possible, sans entamer les réserves de la nappe albienne chiffrées, pour le Sahara septentrional, à 24.000 milliards de mètres cubes environ et en utilisant les seules ressources provenant de sa réalimentation annuelle, de tirer encore des grès de l'intercalaire 22 mètres cubes/seconde environ, soit l'irrigation de 4 millions de palmiers nouveaux, représentant près du quart du nombre de ceux déjà cultivés au Sahara ⁴. L'exploitation progressive des couches profondes de la nappe albienne assurera ainsi le relais des ressources artésiennes actuellement utilisées qui, ne l'étant souvent que dans leur partie superficielle, sont parfois en diminution. A El Goléa par exemple, le débit des puits a baissé de plus de moitié en quelques dizaines d'années ; beaucoup de puits de l'Oued Righ ont cessé d'être jaillissants, d'autres ont tari. Aussi l'Administration, inquiète à juste titre de cette diminution des ressources et de la multiplication des puits, a-t-elle limité l'usage des pompes à moteur ⁵ à certaines régions où la nappe artésienne a perdu de sa pression, dans l'Oued Righ en particulier ainsi qu'aux Ouled Djellal — où l'on compte 25 pompes pour 800 hectares et 80.000 palmiers ⁶. Prudence justifiée, car l'abaissement d'un mètre de la nappe albienne affleurant sur les pourtours Ouest et Sud du plateau du Tademaït suffirait à assécher les belles oasis du Gourara, du Touat et du Tidikelt, qui utilisent le mode d'irrigation le plus original du Sahara, les foggaras.

Ces longues galeries souterraines drainent l'eau qui s'élève par capillarité à la surface de la nappe enfouie sous les derniers revêtements d'un plateau et l'amènent en pente douce vers l'oasis où elle est répartie entre les jardins ; curieux exemple d'une adaptation difficile mais victorieuse, aux conditions du désert. De 10 mètres en 10 mètres, et jusque sur la place du marché d'In Salah, des margelles ouvragées scandent le cheminement mystérieux des foggaras. Les puits qu'elles couronnent ont servi à évacuer les déblais et à assurer l'entretien. Combien de noirs soudanais ont-ils péri dans ces galeries sous l'impitoyable surveillance de leurs maîtres nomades ! On comprend dès lors que, malgré les efforts effectués dans certaines oasis,

A titre indicatif, et d'après les chiffres établis par la station expérimentale d'El Arfiane, la quantité d'eau nécessaire dans les Territoires du Sud à la culture des palmiers, céréales et luzernes s'établit de la façon suivante: 5 à 7 l/m pour 1.000 palmiers (soit 10 hectares environ), 0,3 l/m par hectare de céréales, 1 l/m par hectare de luzerne. Le nombre des palmiers cultivés au Sahara est actuellement de 16 millions environ répartis comme suit: 7 millions pour l'Algérie, 4 pour le Maroc, 3 pour la Tunisie, 1 pour l'A.O.F. et 1 pour l'A.E.F. Rappelons, à titre comparatif et pour montrer la pauvreté foncière de la culture en milieu saharien, que la seule oasis de Bassorah, en Irak, comprend plus de 10 millions d'arbres.

5. Dont le débit trop puissant risquerait de tarir certaines nappes et dont le prix de l'énergie rend d'ailleurs l'usage presque impossible.

6. Chiffres cités par R. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 422.

à Timimoun notamment, pour entretenir les canalisations principales, malgré le rôle primordial joué par les foggaras dans la vie de certaines oasis comme celles du Gourara et surtout du Touat (où l'on compte 1.500 kilomètres de galeries, soit plus que la distance de Lyon à Ouargla), ce système d'irrigation soit aujourd'hui en voie d'abandon, faute de crédits et surtout de main-d'œuvre ⁷. Il n'en a pas moins des avantages : son débit faible mais constant ne nécessite pas la moindre dépense d'énergie, l'alimentation en eau des jardins étant assurée par gravité. Là où il subsiste, le partage des eaux s'effectue dès l'orifice de la foggara, entre les différents ayants-droit, à l'aide d'une sorte de peigne distributeur ou kesria, répartissant l'eau entre les séguias ; minutieuse et simple ordonnance dont on a pu admirer la netteté à Timimoun ! Les quelques dizaines de foggaras restées en activité sont donc des survivances. Les puits les supplantent toujours davantage, et même les éoliennes dont on compte plusieurs exemples (à Adrar, notamment, une machine au débit constant de 130 mètres cubes par heure a permis la réalisation de nouvelles cultures en dehors de l'oasis).

*

**

Qui dit oasis pense aussitôt palmeraie, la culture du palmier demeurant la ressource essentielle du travail agricole en milieu saharien : toute oasis possède sa palmeraie, exception faite de la région atlantique où une trop forte nébulosité empêche les dattes de parvenir à maturation — la première palmeraie, Tarhicht, est située à 100 kilomètres de l'Océan — et du massif de l'Ahaggar où le froid tue les arbres (pas de palmier, par exemple, dans l'oasis de Tamanrasset). A ces exceptions près, la palmeraie s'impose partout au regard comme la source principale de richesse, non sans de sensibles écarts cependant : dans la région de Touggourt, le rendement atteint 100 kilos par arbre et plus de 15.000 kilos par hectare ; dans le Touat, il reste souvent inférieur à 10 kilos par arbre et 1.500 envfron à l'hectare. S'il était possible d'établir une moyenne pour l'ensemble du Sahara, elle serait sans doute voisine de 30 kilos par arbre et 3.600 kilos à l'hectare. Beaucoup de ces dattes sont consommées sur place, mais de grandes quantités sont exportées soit vers l'Afrique du Nord et la Métropole pour les espèces les meilleures (deglet nour), soit vers d'autres régions du désert où elles sont utilisées comme principale monnaie d'échange ; les oasis de la vallée du Dra à l'Ouest, celles du Gourara, du Touat et du Tidikelt au centre, ainsi que celles du Kaouar à l'Est sont les principales productrices de ces dattes destinées à la consommation indigène. Mais cette ressource ne peut profiter d'égale façon à tous les habitants de l'oasis puisque le palmier n'appartient pas en général à celui qui le cultive et reste bien souvent la possession d'un nomade vivant hors de l'oasis. Un recensement

⁷ La construction d'une foggara de 4 kilomètres, comportant des puits de 12 mètres de profondeur maximum, requerrait aujourd'hui le travail de 40 hommes pendant 4 ans (*La foggara*, par le capitaine Lô; in Bulletin de l'Institut des recherches sahariennes, tome IX, 1953

effectué en 1942 dans l'oasis d'El Goléa ⁸ montre, par exemple, que plus de la moitié des arbres de la palmeraie appartenaient alors à des nomades ne vivant pas dans l'oasis, et moins du tiers aux indigènes qui les cultivaient.

— Chaamba nomades	30.607
— Chaamba sédentarisées	13.000
— nègres et haratins.....	3.557
— Zénètes et gourari.....	3.876
— divers (mozabites, juifs, etc.).....	7.566

Certes, le droit musulman donne au départ sa chance à chacun en matière agricole, puisque la richesse primordiale au désert est celle de l'eau et que sa priorité est acquise à tout homme libre qui a contribué par son travail à la faire couler ; mais le droit du plus fort a régi pendant des siècles les rapports entre nomades et sédentaires, entre maîtres et esclaves. Aussi nombre de ksouriens n'ont-ils jamais rien possédé ou ont-ils peu à peu perdu leurs biens, contraints par la nécessité à vendre tout ou partie de leur eau et, partant, de leurs terres. Devant cette évolution sans retour de la propriété, qui pour être restée morcelée n'en n'a pas moins subi un accaparement progressif au profit de quelques-uns, quelques expériences de stricte application du droit musulman ont conduit à des résultats intéressants en vue d'encourager au travail certains ksouriens particulièrement démunis. On citera volontiers celle qui s'est effectuée en 1940 à Tabelbala où 7 foggaras mortes ont été remises en état par des haratins, qui sont ainsi devenus possesseurs d'eau, donc propriétaires agricoles ⁹.

Le prolétaire qui travaille pour compte d'autrui, le khammès (en arabe : « cinquième ») reçoit en effet le cinquième de la récolte, du moins en principe. Mais ce régime change d'une oasis à l'autre, le salaire en nature variant avec le mode d'irrigation. Voici deux exemples types de rémunération ¹⁰ :

<i>Beni Abbès</i> (eaux de sources)	<i>El Goléa</i> (puits artésiens)
— le tiers des dattes	— 1 régime de dattes par palmier
— le tiers des céréales	— la moitié des céréales
— la moitié des fruits	— la moitié des légumes

A côté des dattes, celui qui cultive reçoit ainsi coutumièrement une certaine quantité de céréales, de légumes et de fruits ; car la culture du palmier est loin d'être la seule ressource régulière de l'oasis, comme on se l' imagine trop souvent. A El Goléa comme à Gabès, trois étages de végétation se superposent : céréales au ras du sol, arbres fruitiers à mi-hauteur, le tout dominé par l'arbre-roi du désert. A In-Salah et à Timimoun, par contre,

8. Cf. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 359; du même auteur, voir également: *Problèmes des oasis algériennes*. Alger, Centre National de la Recherche Scientifique, 1944.

9. Cf. R. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 467.

10. Cf. R. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 357.

l'étage arboricole a disparu, chassé par la sécheresse et l'insuffisance des sols.

Les céréales sont diverses, les unes plantées à l'automne et récoltées avant les premières chaleurs (blé, orge), les autres céréales d'été (sorgho, petit mil, maïs), la terre pouvant ainsi porter deux récoltes par an, à condition de rester en jachère une année sur deux. Les légumes connaissent également une double récolte : semés à partir de l'automne et récoltés dès janvier (fèves, haricots, pois, lentilles) ou semés au printemps et récoltés pendant la saison chaude (courges, melons, pastèques, tomates, aubergines, piments). Quant aux arbres fruitiers, seules quelques espèces sont représentées au Sahara : grenadiers, abricotiers, figuiers, citronniers, orangers ; l'olivier n'a jamais pu y prospérer. Certaines cultures non vivrières sont également entreprises (coton du Gourara, tabac du Touat et du Souf, henné du Dra, du Tafilalet et de l'Adrar), mais les surfaces cultivées dans les oasis sont si exiguës que les cultures industrielles ne peuvent guère être étendues dans l'état actuel des choses ; car les ressources des palmeraies ne suffisent déjà pas à en nourrir les habitants. L'économie agricole des oasis est donc une économie de pure subsistance. Toujours menacée, elle doit lutter de façon inlassable contre ses deux grands ennemis, le sable et le sel. Contre la dune, il n'y a d'autre ressource que la barrière de palmes, « l'afreg », dont l'ombre ténue couronne le paysage sur le pourtour d'In-Salah. Aucune autre force au monde ne donne une impression aussi angoissante que ce lent et inexorable cheminement des sables sous l'alizé ; tout au plus peut-on le retarder sans jamais se flatter de l'avoir arrêté. Quant au sel, il surgit au moindre dérèglement : que le sol soit insuffisamment abreuvé ou que les eaux d'épandage ne soient pas correctement drainées, aussitôt, sous l'impitoyable soleil, les sels tendent à remonter en surface par capillarité, amorçant une évolution dont la croûte stérile constitue le terme. En un milieu aussi hostile toute défaillance est immédiatement sanctionnée et les déprises de l'homme sur le sol sont aussi rapides que son emprise est lente. Il n'est aujourd'hui que trop facile de le constater.

*
**

L'économie oasienne traditionnelle est en effet en proie à des troubles profonds qui menacent de la désorganiser. Abandonnant sans transition le genre de vie qui, pendant des générations, avait permis à ses ancêtres de subsister, le ksourien délaisse de plus en plus le travail de la terre pour rechercher sur les chantiers sahariens ou dans les villes d'Afrique du Nord un emploi mieux rémunéré quoique moins stable, au risque de connaître un jour un chômage auquel il ne se résignera qu'avec trop de philosophie.

On évoque le dessèchement progressif du désert, la diminution de ses ressources hydrauliques. La vraie raison du mal n'est pas là : partout la culture est délaissée par les cultivateurs eux-mêmes : le ksourien d'aujourd'hui fuit la vie agricole. Dans les territoires du Sud algérien, la production de dattes par tête d'habitant est passée, en chiffres ronds, de 400 kilos en 1930 à 100 kilos en 1950 ; dans l'oasis de Tabelbala, le nombre de palmiers

cultivés par habitant est tombé de 40 en 1930 à 20 en 1951¹¹. Dans l'annexe des Ouled Djellal, la surface des parcelles semées a déchu de plus de 2.000 hectares en moyenne dans la période 1930/1940 à moins de 300 depuis 1945, et la production d'orge diminué de 5.000 à 500 quintaux. Dans l'annexe d'El Goléa, la production de céréales, qui atteignait plus de 900 quintaux entre 1930 et 1934, n'était plus que de 700 quintaux entre 1936 et 1940 et de 300 environ en 1947¹². Il existe évidemment des exceptions, souvent remarquables quant à leurs résultats, mais dues en général à l'administration plus qu'aux indigènes eux-mêmes : secteurs d'amélioration rurale (S.A.R.) et, en particulier, cette ferme expérimentale d'El Goléa cultivant aujourd'hui palmiers et plantations modèles sur un terrain d'une trentaine d'hectares où rien ne poussait il y a sept ans. Le déclin de la culture indigène n'en est pas moins certain.

Cette crise des oasis est avant tout un problème humain. Non que la population du Sahara diminue, elle est même en augmentation : dans les Territoires du Sud, par exemple, l'accroissement a été de 19 % de 1926 à 1936 et de 28 % de 1936 à 1948 ; en Mauritanie, il serait de près d'un tiers en 10 ans¹³. Encore faut-il ajouter que la population des oasis s'accroît plus vite que celle de l'ensemble du Sahara grâce à la sédentarisation massive des nomades au cours des dernières années¹⁴ ; et ce, malgré la nette propension de ces derniers à se fixer de préférence dans les marches stepiques du désert, moins arides que les régions centrales.

Mais si la population oasienne augmente, la main-d'œuvre agricole diminue : l'essentiel du problème est là. Rompant avec la civilisation indigène traditionnelle, l'habitant des oasis cherche à vivre dans le sillage de la civilisation occidentale car il est attiré par les possibilités d'emplois diversifiés de la présence française et de l'effort actuel de mise en valeur. L'équilibre séculaire risque d'en être brisé. A cet égard, les recherches de pétrole, vitales pour l'économie occidentale, exercent une action particulièrement néfaste sur l'agriculture saharienne ; l'ouvrier agricole indigène, qui ne reçoit du propriétaire de la terre qu'il cultive que 100 à 150 francs (lorsqu'il est payé en espèces), ne peut que chercher à se faire embaucher comme manœuvre dans un chantier pétrolier, où il sera nourri et payé de 400 à 600 francs par jour. Tout serait pour le mieux si cette source de revenus était stable ; mais rien n'est plus mouvant, par définition, qu'un camp de recherches pétrolières. Ainsi, du jour où la C.R.E.P.S., compagnie qui emploie 200 indigènes dans les chantiers de sa base d'In-Salah, quittera cette région — où elle n'a encore trouvé que du gaz naturel sans découvrir de pétrole —, 2.000 personnes environ seront plongées dans la misère¹⁵,

11. Cf. R. CAPOT-REY, *ouvrage cité*, page 452.

12. *Id.*, page 445.

13. *Id.*, page 163.

14. Cette crise du nomadisme est due à deux causes principales : l'appauvrissement des caravaniers par suite de la concurrence des transports routiers, et la diminution de leurs troupeaux sous les effets de la sécheresse et du froid particulièrement prononcés entre 1944 et 1947.

15. On estime en effet que chaque ksourien fait vivre environ 10 personnes.

anciens ksouriens incapables de remettre en état des jardins devenus la proie des sels¹⁶. Même chose à El Goléa, où la C.P.A. a employé en 1956 550 ouvriers musulmans embauchés dans les Territoires du Sud, sédentaires pour la plupart¹⁷. On doit évidemment se réjouir des 77 millions de francs distribués en cours d'année — nonobstant toutes prestations en nature — à la main-d'œuvre embauchée par cette compagnie. Mais que deviendra demain, lorsque les pétroliers seront partis, ce ksourien si fier aujourd'hui de son vélomoteur et de ses souliers neufs ? Il trouvera peut-être, de temps à autre, à s'employer sur un chantier de travaux publics (routes ou aérodromes) ; il pourra émigrer en Afrique du Nord ou en Métropole¹⁸ ; ou pis, il restera sans nul emploi, parasite dans une oasis où la terre manque de bras. Quoi qu'il advienne, il aura perdu tout moyen stable de subsistance, une fois son jardin abandonné, contraint qu'il sera dorénavant d'acheter sa nourriture dans un pays où l'argent est denrée rare. Le passage de l'économie close, autarcique, à l'économie d'échanges fondée sur les signes monétaires n'est jamais allé dans l'histoire sans difficultés. L'oasis saharienne l'aborde à son tour, mais les caractères habituels de cette phase difficile y sont accusés du fait même du milieu géographique : contraste des revenus nominaux entre adeptes de l'ancien et du nouveau genre de vie, baisse de la production vivrière¹⁹, rareté et mauvaise répartition de la monnaie — dont la poste est seule à assurer la circulation, sauf à Ghardaïa —, instabilité et insécurité des nouveaux salariés, dégradation du cadre traditionnel de la vie sociale. Il s'y ajoute enfin, chez l'indigène, un mépris grandissant pour le travail de la terre, jugé avilissant²⁰, ce qui ne va pas sans compliquer un peu plus la tâche de ceux qui ont mission de maintenir l'équilibre socio-économique de la communauté.

**

16. Il faudra — nous disait à In Salah un officier des affaires indigènes spécialement averti — 3 ou 4 ans pour rendre à nouveau productrices des terres ainsi abandonnées, le lessivage complet auquel il est nécessaire de les soumettre emportant l'humus déjà si rare et long à se reconstituer.

17. La provenance des ouvriers indigènes employés par la C.P.A. à El Goléa était la suivante, lors de notre passage (janvier 1957) : 241 originaires d'El Goléa, 240 de Timimoun, les autres d'In Salah, Adrar et Beni Abbès.

18. On compte à Tunis 5 à 6.000 travailleurs du Touat, du Tidikelt et du Gourara ayant émigré avec leurs familles. Dans le cercle de Zagora, au coude du Dra, près du quart de la population a émigré de façon provisoire ou définitive. Plusieurs centaines d'indigènes de la région de Timimoun travaillent dans la région parisienne et dans le Nord. 150 ksouriens d'In Salah sont employés au Creusot.

19. La production de céréales d'El Goléa, nous l'avons vu, est en diminution. Le résultat en est que, n'ayant produit en 1947 que 300 quintaux de céréales, l'oasis a dû en importer plus de 7.000 pour assurer la subsistance de sa population.

20 Ce mépris du travail agricole n'a longtemps été que le fait des nomades. Mais, par un curieux retour des choses, l'un des principaux effets de l'admirable œuvre d'éducation effectuée au désert par les instituteurs français, a été de détourner nombre d'indigènes du travail de la terre. Sitôt muni de son certificat d'études, le jeune ksourien n'a souvent qu'un désir : s'embaucher dans un bureau. On trouve ainsi dans les banques d'Alger un certain nombre d'employés en provenance du Sahara.

Bien des remèdes sont actuellement préconisés pour mettre un terme à la décadence des cultures oasiennes et endiguer les déplacements de main-d'œuvre.

Le premier consiste à améliorer sans cesse les techniques d'irrigation et d'exploitation des jardins en y adjoignant la pratique des cultures industrielles qui procurent, en effet, à leurs adeptes des revenus plus substantiels que les cultures vivrières : henné du Touat et du Tidikelt, tabac du Souf, lin, coton. Mais ici comme dans le cas des cultures traditionnelles, le manque de terres utilisables constitue un grand obstacle.

Le second tend à développer une activité de remplacement, productrice de revenus à défaut de biens consommables, à savoir le tourisme saharien, dont on connaît les progrès depuis une dizaine d'années grâce à l'action conjointe du Touring Club et d'Air-France. De bons hôtels existent déjà en différentes oasis (El Goléa, Timimoun, In Salah, Tamanrasset, par exemple) ; d'autres sont en construction ou en projet. Le développement du tourisme amènerait celui de l'artisanat local : tapis du Souf, tentures du Gourara et du Touat, articles de cuir d'Agadès, etc., dont la vente atteint déjà plusieurs dizaines de millions de francs chaque année. Les récents événements d'Afrique du Nord ont toutefois remis momentanément en cause cet essor touristique ²¹.

C'est sans doute en acceptant résolument l'évolution en cours — qui ne fera que s'accroître avec les progrès de l'exploitation des matières premières du désert — que sera trouvé le meilleur remède à la crise actuelle. Inciter les compagnies pétrolières et les entreprises de travaux publics et de transport — et, au besoin, les y contraindre — à une politique de l'emploi contrôlée et subordonnée à une finalité sociale ²², certes ; mais, surtout, développer parallèlement les activités extra-rurales de l'oasis. C'est-à-dire, outre l'hôtel et la boutique, l'atelier du mécanicien et le magasin du commissionnaire. Depuis notre passage en janvier de cette année, deux concessions ont été établies par une seule firme automobile de poids lourds, respectivement à El Goléa et In Salah ; à chaque fois ce sont des emplois nouveaux à pourvoir, au terme d'une formation accélérée. Exemple modeste de tout ce que peut impliquer la constitution de bases stables liées à l'exploitation pétrolière et au développement des communications. Agissant en ce sens, on ne fera d'ailleurs que remettre en valeur une fonction traditionnelle des oasis, dont le rôle de relais et de centre d'échanges n'a bien souvent fait que décliner depuis la conquête française, l'abolition de l'esclavage et le progrès des transports. In Salah, Tindouf, Ghardaïa, Rhat ou Bilma étaient le siècle dernier des centres commerciaux de première importance, assurant entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire le commerce des esclaves, de l'or, du sel, du mil, des dattes. Vers 1850, 5.000 esclaves environ

21. Une ligne régulière d'Air-France a relié pendant quelques années Alger à Timimoun, permettant ainsi aux touristes de visiter confortablement les belles oasis du Gourara. Elle a été récemment supprimée, à la consternation de l'hôtelier et des indigènes de Timimoun dont le revenu s'améliorait d'autant.

22. Encouragement à la sauvegarde des cultures, pratique en ce sens du salaire indirect, rotation de l'emploi, etc.

partaient tous les ans de Kano et traversaient le Sahara ²³ ! En 1913, la grande caravane d'automne de Bilma comptait encore 25.000 chameaux.

Cette fonction commerciale des oasis — qui doublait autrefois leur fonction agricole — a décliné avec la crise du nomadisme mais occupe encore néanmoins une place qui n'est pas négligeable dans les budgets de chaque annexe. Si l'on prend à dessein l'exemple de deux oasis restées en dehors des circuits commerciaux nouveaux, on sera étonné d'apprendre qu'en 1950 Tindouf recevait et vendait mensuellement, tant aux sédentaires du bourg qu'aux nomades des alentours, 25 tonnes de céréales, 8 tonnes de sucre, 1 tonne de thé et 2.000 mètres de tissus, tandis que Goulimine a reçu et écoulé au cours de l'année 1951 14.400 tonnes de céréales, 4.467 tonnes de sucre, 480 tonnes de thé, 360 tonnes d'étoffes et 120 de bougies ²⁴. Les échanges commerciaux traditionnels sont encore importants au Sahara, mais ont en général comme centres des bourgades africaines situées hors du désert et où s'effectue le troc des dattes, du tabac, du sel contre du mil et des corps gras ²⁵.

Si des oasis situées en dehors des courants commerciaux nouveaux sont encore le lieu d'échanges d'une certaine importance, le progrès des fonctions extra-rurales est souvent considérable dans bien des centres où se sont plus particulièrement implantés les Européens ; il ne peut que s'accroître. Colomb Béchar, El Goléa, In Salah, Ghardaïa, Gafsa connaissent depuis quelques années une remarquable extension de leurs attributions administratives, commerciales, voire industrielles (3.000 membres de la confédération des Doui Menia sont employés comme mineurs aux houillères de Kenadsa-Bechar, 4.000 indigènes travaillent aux mines de phosphates de la région de Gafsa, plusieurs centaines des 7.000 habitants d'El Goléa sont employés sur les chantiers de travaux publics). Dans bien des cas la structure urbaine de l'oasis s'intensifie, l'effort de mise en valeur du désert amenant inévitablement le développement des activités dites tertiaires : les services administratifs et postaux se renforcent, trois bureaux de banque existent maintenant à Ghardaïa, un important groupement de transports sahariens actuellement en constitution y aura son siège social, enfin le commerce de détail (épicerie, quincaillerie) profite de l'afflux soudain des Européens, là où il se produit, sans parler des emplois de chauffeurs, domestiques, secrétaires, qui en sont le corollaire ²⁶.

23. Cf. H. DUVEYRIER, *Les Touaregs du Nord*, 1 volume. Challamel, Paris, 1864, p. 284.

24. Cf. l'étude publiée sous la direction de G. SALVY, *L'Économie pastorale saharienne*. La Documentation Française, N° 1730, 21 avril 1953, page 45.

25. Les plus grands marchés intéressant les indigènes du Sahara seront situés au Sud du désert, en Afrique Noire : Rosso, Podor, Kayes, Niora, Bamako, Segou, Niafouké, Tombouctou, Gao, Agadès, Zinder, Fort-Lamy et Abéché.

26. A noter que certains centres ne se sont développés que depuis l'occupation française : Tamanrasset, minuscule village il y a cinquante ans à peine, est aujourd'hui la capitale administrative du Sahara du Sud et comprend 100 Européens pour une population inférieure à 2.000 habitants. D'autres ont été créés de toutes pièces : en comptant la garnison, la population européenne de Fort-Flatters atteint maintenant plusieurs centaines d'habitants et les villages pétroliers de la région d'Edjelé, qui vont être construits en dur, contiendront plus d'un millier d'Européens.



Si donc l'exploitation des ressources minérales du Sahara a pour premier effet de compromettre la vie agricole des oasis, il semble que, peu à peu, les ksouriens puissent retrouver, mais dans des secteurs différents, une nouvelle stabilité d'emploi et de mode d'existence.

On se gardera, à ce sujet, de porter un jugement de valeur en célébrant « les mérites de la civilisation ». Non qu'il y ait beaucoup à perdre avec l'ancien état de choses : la sous-alimentation et les maladies, plus que le climat, laissent derrière elles un lourd passif de routine et de paresse. Mais le nouveau genre de vie qui est proposé n'est doté d'aucune vertu magique. En bouleversant les horizons traditionnels de l'existence, il autorise autant d'espoir que de crainte. Il recèle en puissance l'élévation du niveau de vie. Mais cela implique un gros effort éducatif et social, que M. Capot-Rey résume ainsi au terme de son magnifique ouvrage : rendre à des corps épuisés... leur aptitude au travail ; éveiller dans des âmes aussi dégénérées que les corps... toutes les puissances d'énergie et de progrès »²⁷ ; et de rappeler trois impératifs du Père de Foucauld : « l'instruction, l'habitude du travail, la constitution de la famille ».

Tâche ingrate, entamée depuis des lustres après ce premier bienfait que fut la pacification. Faudrait-il encore l'accentuer, à l'aide de nos officiers, instituteurs et missionnaires, pour soutenir le rythme des mutations qui s'esquissent ? De grands pays aux systèmes économiques très différents, voire opposés, n'ont pas hésité à passer par « pertes et profits » le destin des communautés autochtones dont l'existence se trouvait mise en question par leurs expériences de mise en valeur. Ne doutons pas, pour une fois, que leur exemple vaille d'être écarté.

27. *Ouvrage cité*, page 472.